

La théorie du capital social



Selon les économistes, «le capital social correspond à des traits de la vie sociale des réseaux, des normes et de la confiance qui permettent aux participants d'agir ensemble de manière plus efficace pour poursuivre des objectifs communs (1). La théorie du capital social suppose, d'une manière générale, que plus les gens entretiennent entre eux des relations, plus ils se font confiance et vice versa» (2).

Or, le développement de la confiance entre les individus et dans les institutions s'avère un facteur essentiel au développement économique parce que, tout simplement, la méfiance coûte cher aux individus, aux entreprises, à l'administration et à l'économie.

Que la tâche est dure pour un chef d'entreprise qui n'a pas confiance dans ses employés. Sous certaines législations, la perte de confiance dans un employé est un motif légitime de rupture du contrat de travail. De même, lorsqu'un consommateur perd confiance dans un produit, il le rejette quitte à renoncer à la consommation.

La confiance interpersonnelle (entre les individus) est non seulement un facteur favorable à la mise en commun des intérêts et des actions, aux échanges et par voie de conséquence à la croissance, elle s'érige aussi en indicateur du niveau de développement économique et social des pays. Dans ce sens, un niveau de confiance interpersonnelle élevé traduit un niveau élevé de développement global d'une société. Selon cet indice, la société Suédoise suivie du Danemark et des Pays-Bas semblent être les sociétés les plus évoluées du globe.

Bien que d'appréhension difficile, la quantification du niveau de confiance interpersonnelle dans un pays fait l'objet de plusieurs recherches qui démontrent que :

«- Le développement économique et la croissance du niveau de vie qui l'accompagne sont des facteurs favorables à la diffusion d'un climat de confiance entre les membres de la société, et

- La confiance interpersonnelle se développe avec la démocratie. L'argument repose sur l'idée que les réseaux sociaux sur lesquels repose la démocratie, la capacité à s'associer par exemple, sont fondés sur le principe d'une confiance mutuelle....» (3).

Enfin, les théoriciens du capital social soulignent la nécessité d'une confiance active et pas simplement passive pour qu'elle supporte le développement des relations sociales à la base de toute activité économique.

(1) Coleman James. Formation of social theory, Cambridge (Massachusetts) : Harvard University, Presse, 1990.

(2) Olivier Galland. Les dimensions de la confiance, Futuribles n° 277, juillet - août 2002, page 17.

(3) Olivier Galland. op.cit, page 16.

Abderraouf YAICH